

# **Turquie : Une situation inquiétante à l'Université de Galatasaray. Un communiqué du GIT**

vendredi 28 septembre 2012, par [Groupe International de Travail](#)

## **Communiqué du GIT France sur les violations des libertés académiques à l'Université de Galatasaray / Istanbul**

Paris, le 27 Septembre 2012

Chercheurs et enseignants dans les établissements français, nous venons d'apprendre, par le biais de nos collègues turcs du GIT Turquie, la très inquiétante remontée des cas de violations de libertés académiques à l'Université de Galatasaray. Ils attirent notre attention sur trois événements récents où la présidence de l'Université a arbitrairement empêché le déroulement des activités de recherche.

En avril 2012, l'Institut du Progrès Démocratique (*DPI*) basé à Londres était censé organiser une réunion intitulée « *le rôle des médias dans les conflits* » dans les locaux de l'Université de Galatasaray, sur l'autorisation et avec la participation du président. Or, suite à un article publié dans le journal islamiste *Akit*, présentant cette réunion comme étant organisée par le *PKK*, le président de l'Université a renoncé d'y participer et déclaré qu'il était hors de question qu'une telle réunion ait lieu à l'Université.

Plus récemment, la réunion intitulée « *le rôle des universités et de la société civile dans le gouvernement des institutions pénales* », organisée par le Centre d'études sociales avec l'autorisation du Ministère de la Justice, censée avoir lieu les 3 et 4 Octobre 2012 à l'Université de Galatasaray, a dû être annulée par les organisateurs suite à l'exigence de la présidence de l'Université de changer les présidents de séance. Il s'agit d'un cas d'ingérence directe de l'administration dans le fonctionnement de la recherche, qui a obligé les organisateurs d'annuler cet événement pour des raisons éthiques.

Enfin, une conférence organisée par plusieurs organisations non-gouvernementales et le centre de recherche sur les médias de l'Université de Galatasaray (*MEDIAR*) sous le nom de « *La Construction de l'égalité des sexes. Expériences turques et suédoises* » avait eu l'aval de la présidence, jusqu'à ce qu'elle apprenne la participation de la députée du *BDP*, Sebahat Tuncel. La présidence a demandé l'exclusion de M<sup>me</sup> Tuncel sous peine d'interdire la tenue de la conférence qui devait avoir lieu le 6 et 7 Octobre 2012. Le comité d'organisation n'ayant pas accepté une telle discrimination, la présidence a effectivement annulé son autorisation.

Ces événements ont été dénoncés fermement par les chercheurs/enseignants de l'Université de Galatasaray, parce qu'ils témoignent d'un arbitraire qui empêche les libertés académiques. De plus en plus, les décisions politiques de l'administration se substituent à la logique propre de la recherche. Ces décisions sont souvent basées sur des aspects non scientifiques, tels que l'identité ethnique ou les positions politiques des participants aux événements scientifiques. Elles soulignent par ailleurs la pression toujours croissante des médias et de l'opinion islamo-nationaliste sur les activités régulières des universités et des centres de recherche en Turquie.

Solidaires de nos collègues turcs, nous demandons à la présidence de l'Université de Galatasaray de cesser immédiatement toute intervention arbitraire sur l'exercice des libertés académiques. Nous rappelons que de nombreuses collaborations scientifiques sont en cours entre l'Université de Galatasaray

et nos établissements en France. En effet, la poursuite de ces collaborations implique un respect total des conditions universelles de la recherche et de son autonomie. Dans les conditions actuelles du non respect de ces libertés, nous invitons nos collègues en France de reconsidérer le bien-fondé de leurs collaborations éventuelles avec la présidence de l'Université de Galatasaray. Nous resterons solidaires de nos collègues turcs dans leur combat pour une université ouverte et démocratique.

---

## **Sources**

[Une situation inquiétante à l'Université de Galatasaray. Un communiqué du GIT](#)

Groupe International de Travail France - Jeudi 27 septembre 2012